



Nouvelles mesures



Plus d'informations
sur www.apce.com

[Loi relative à l'artisanat et commerce et aux très petites entreprises](#)

Loi n° 2014 du 18 juin 2014, parue au journal officiel du 19 juin 2014

Ce document présente les principales mesures de cette loi pouvant intéresser les commerçants, les artisans et les très petites entreprises.

SOMMAIRE

Régimes des baux ■ ■ ■ page 3

- Baux commerciaux : limitation de la variation des loyers
- Baux commerciaux : remplacement de l'ICC par l'ILAT ou l'ILC
- Baux commerciaux : état des lieux obligatoire
- Baux commerciaux : inventaire des charges, impôts, taxes, redevances
- Baux commerciaux : état des travaux faits et à faire
- Baux commerciaux : droit de préférence pour le locataire artisan ou commerçant
- Baux commerciaux : cession de bail et clause de garantie du cédant
- Baux commerciaux : droit de préemption des communes et délai de rétrocession
- Bail dérogatoire : allongement de la durée
- Baux professionnels : état des lieux obligatoires

Régime de l'artisanat ■ ■ ■ page 7

- Nouveaux critères d'attribution de la qualité d'artisan
- Renforcement du contrôle de la qualification professionnelle
- Information sur les assurances professionnelles
- Accès au fichier des interdits de gérer
- Maintien de l'immatriculation au répertoire des métiers

SOMMAIRE

Régime de l'auto-entrepreneur ■ ■ ■ page 9

- ⇒ Immatriculation obligatoire pour tous les auto-entrepreneurs exerçant une activité artisanale
- ⇒ Immatriculation obligatoire pour les auto-entrepreneurs exerçant une activité commerciale
- ⇒ Taxe pour frais de chambre consulaire
- ⇒ Stage de préparation à l'installation obligatoire
- ⇒ Limitation au droit de la formation professionnelle

Régime du micro –entrepreneur ■ ■ ■ page 12

- ⇒ Application du micro-social à tous les micro-entrepreneurs
- ⇒ Modifications du régime fiscal de la micro-entreprise
- ⇒ Conjoint collaborateur : nouvelles modalités de calcul des cotisations
- ⇒ Option pour le paiement de la cotisation minimale
- ⇒ Non affiliation au régime assurance maladie et vieillesse du RSI
- ⇒ Obligation de déclarer l'activité par voie dématérialisée
- ⇒ Obligation de déclarer le chiffre d'affaires par voie dématérialisée
- ⇒ Sortie du régime micro-social

Régime des indépendants ■ ■ ■ page 15

- ⇒ Suppression de la dispense de versement de cotisation d'allocations familiales
- ⇒ Suppression de la réduction dégressive de la cotisation minimale maladie-maternité
- ⇒ Dispense de paiement des cotisations minimales
- ⇒ Contrôle de l'entreprise : justificatif d'assurance professionnelle à fournir
- ⇒ Etudiants créateurs d'entreprise : possibilité d'affiliation au RSI
- ⇒ Déclaration de revenus et de paiement

Régime de l'EIRL ■ ■ ■ page 18

- ⇒ Modalités de transfert du dossier d'un registre à un autre
- ⇒ EI optant pour le régime de l'EIRL : utilisation du dernier bilan comptable
- ⇒ Allègement de l'obligation de publication des comptes annuels

■ ■ ■ Régimes des baux ■ ■ ■

	REGIME ANTERIEUR	NOUVEAU REGIME
BAUX COMMERCIAUX - Limitation de la variation des loyers lors du renouvellement du bail Article 11	<p>Les loyers commerciaux sont plafonnés lors de la révision du bail et au moment de son renouvellement.</p> <p>Ils ne peuvent évoluer que dans certaines conditions prévues par la loi et en fonction des clauses inscrites dans le bail.</p> <p>En présence d'un motif de déplaçonnement (modification notable des caractéristiques du local, de l'activité exercée, des obligations respectives des parties, d'un bail de 12 ans, etc.), le bailleur peut décider de déplaçonner le loyer indépendamment des clauses d'indexation qui figurent dans le bail.</p>	<p>La loi prévoit, en cas de déplaçonnement du loyer, un étalement dans le temps de sa réévaluation lorsqu'elle conduit à des augmentations de loyers supérieures à 10 % du montant payé l'année précédente.</p> <p>Cela permet de lisser l'augmentation du loyer sur plusieurs années.</p> <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur : contrats conclus ou renouvelés à compter du 1^{er} septembre 2014</i></p>
BAUX COMMERCIAUX - Remplacement de l'ICC par l'ILAT ou l'ILC Article 9	<p>Les évolutions des loyers commerciaux sont souvent calculés en fonction de l'indice du coût de la construction (ICC) déterminé en fonction de la variation des prix de la construction des bâtiments neufs à usage principal d'habitation.</p> <p>Depuis 2008, les bailleurs et les commerçants peuvent également avoir recours à l'indice des loyers commerciaux (ILC) calculés selon l'indice des prix à la consommation et l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail.</p> <p>L'ILAT (indice des loyers des activités tertiaires) est en pratique largement utilisé dans le cadre de la location d'espaces de bureau.</p>	<p>La loi remplace l'indice du coût de la construction (ICC) par les indices ILC et ILAT qui reflètent mieux l'activité économique commerciale et tertiaire que l'ICC.</p> <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur : 19 juin 2014</i></p>
BAUX COMMERCIAUX - Etat des lieux obligatoire Article 13	<p>Lors de l'entrée dans un bail commercial, le bailleur et le locataire ne sont pas tenus d'établir d'état des lieux.</p>	<p>La loi prévoit l'obligation pour les parties d'établir un état des lieux contradictoire et amiable. A défaut, il est établi par huissier à la demande de la partie la plus diligente et les frais sont partagés en deux de manière égale.</p> <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur : 19 juin 2014</i></p>

	REGIME ANTERIEUR	NOUVEAU REGIME
BAUX COMMERCIAUX - Inventaire des charges, impôts et taxes Article 13	<p>La répartition écrite des charges entre bailleur et locataire n'est pas obligatoire et elle est librement fixée par les parties. En l'absence de précision dans le contrat, les règles du code civil et les usages s'appliquent pour fixer cette répartition.</p>	<p>La loi impose de faire figurer dans le contrat de bail, l'inventaire précis et limitatif des catégories de charges, d'impôts, de taxes et de redevances liés au bail, ainsi que leur répartition entre bailleur et locataire.</p> <p>De plus, le bailleur doit adresser à son locataire un état récapitulatif annuel de ces charges, impôts et taxes.</p> <p>Un décret fixera les charges, impôts, taxes et redevances ne pouvant pas être mis à la charge du locataire.</p> <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur : à compter de la parution du décret d'application</i></p>
BAUX COMMERCIAUX - Etat des travaux faits et à faire Article 13	<p>La répartition des charges afférentes aux travaux n'est pas obligatoirement indiquée par écrit. En l'absence de précision dans le contrat, les règles du code civil et les usages s'appliquent pour fixer cette répartition.</p>	<p>Désormais, à la signature du bail, puis tous les 3 ans, le bailleur doit adresser à son locataire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un état prévisionnel sur 3 ans des travaux à réaliser ainsi que le budget prévisionnel correspondant, et la répartition de ces charges entre les différents locataires d'un même immeuble, en pourcentage des surfaces occupées, - un état récapitulatif des travaux réalisés dans les 3 années précédentes, et le coût assumé. <p>Un décret fixera les dépenses ne pouvant être mises à la charge du locataire et fixera également les modalités d'information du locataire.</p> <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur : contrats signés à compter du 1^{er} septembre 2014</i></p>

	REGIME ANTERIEUR	NOUVEAU REGIME
<p align="center">BAUX COMMERCIAUX</p> <p align="center">-</p> <p>Droit de préférence pour le locataire artisan ou commerçant</p> <p align="center">Article 14</p>	<p>Le propriétaire d'un local commercial n'est pas tenu d'informer le locataire du bail de son intention de vendre le local loué.</p> <p>Le locataire ne bénéficie d'aucun droit de préférence pour l'acquérir.</p>	<p>La loi institue, sauf exception, un droit de préférence au profit du locataire artisan ou commerçant qui occupe le local lors de sa vente.</p> <p>Le locataire est informé en priorité du prix et des conditions de la vente et dispose d'un délai d'un mois pour accepter l'offre et ensuite de deux mois à compter de son acceptation pour réaliser l'achat.</p> <p align="center"><i>Entrée en vigueur : contrats signés à compter du 1^{er} décembre 2014</i></p>
<p align="center">BAUX COMMERCIAUX</p> <p align="center">-</p> <p>Cession de bail et clause de garantie du cédant</p> <p align="center">Article 8</p>	<p>En cas de cession d'un droit au bail, l'acte de vente peut contenir une clause de garantie solidaire du paiement des loyers à la charge du cédant. En cas de défaillance du locataire repreneur pour payer le loyer (et les charges, le cas échéant), le bailleur peut se retourner contre le cédant jusqu'à la date d'expiration du bail.</p>	<p>Le délai pendant lequel le bailleur peut se prévaloir de cette clause de garantie solidaire est réduit à 3 ans.</p> <p align="center"><i>Entrée en vigueur : cessions conclues après le 19 juin 2014</i></p>
<p align="center">BAUX COMMERCIAUX</p> <p align="center">-</p> <p>Droit de préemption des communes et délai de rétrocession</p> <p align="center">Article 1</p>	<p>La commune peut définir une zone géographique dans laquelle elle aura le droit de préempter les baux, fonds de commerce ou terrains mis en vente, dans le but de préserver la diversité du commerce dans cette zone.</p> <p>La commune, ou le titulaire du droit de préemption qui a préempté le fonds de commerce (dont le bail fait partie) est tenue de le revendre dans un délai de 2 ans.</p>	<p>La loi augmente à 3 ans le délai pour revendre le fonds (incluant le bail commercial) s'il a été mis en location-gérance par la commune.</p> <p align="center"><i>Entrée en vigueur : 19 juin 2014</i></p>
<p align="center">BAUX DEROGATOIRES</p> <p align="center">-</p> <p>Allongement de la durée</p> <p align="center">Article 3</p>	<p>Le bailleur peut conclure un bail ou plusieurs baux d'une durée totale de 2 ans maximum, au même locataire. Le bail dérogatoire n'est pas soumis au statut des baux commerciaux.</p>	<p>La durée des baux dérogatoires est portée de 2 à 3 ans.</p> <p align="center"><i>Entrée en vigueur : contrats signés à compter du 1^{er} septembre 2014</i></p>

<p style="text-align: center;">BAUX PROFESSIONNELS</p> <p style="text-align: center;">-</p> <p>Etat des lieux obligatoire</p> <p style="text-align: center;">Article 16</p>	<p>Ce type de bail s'adresse aux activités professionnelles non commerciales : professions libérales réglementées ou non, sociétés commerciales ayant une activité libérale, associations et GIE. L'état des lieux d'entrée et de sortie est facultatif.</p>	<p>L'état des lieux d'entrée et de sortie devient obligatoire, contradictoire et amiable. A défaut, il est établi par huissier à la demande de la partie la plus diligente, et les frais sont partagés en 2 de manière égale entre les 2 parties.</p> <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur : contrats signés à compter du 19 juin 2014</i></p>
---	--	---

■ ■ ■ Régime de l'artisanat ■ ■ ■

	REGIME ANTERIEUR	NOUVEAU REGIME
ARTISANAT - Nouveaux critères d'attribution de la qualité d'artisan Article 22, I.6° a	<p>La qualité d' « artisan » est reconnue à toute entreprise ou dirigeant d'entreprise immatriculé au répertoire des métiers qui justifie d'une qualification ou d'une expérience professionnelle. Cette qualité s'obtient également lorsque l'entreprise est immatriculée au répertoire des métiers depuis au moins 6 ans (sans autre condition).</p>	<p>La loi réserve la qualité d'artisan aux personnes physiques et aux dirigeants de sociétés relevant du secteur des métiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qui justifient d'un diplôme, d'un titre ou d'une expérience professionnelle dans leur métier, - et qui exercent effectivement le métier. <p>Par ailleurs, la notion d' « artisan qualifié » introduite par la loi de simplification du 22 mars 2012 est supprimée.</p> <p>Un décret précisera les conditions d'application de cette mesure et les modalités d'attribution du titre de maître artisan.</p> <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur : au plus tôt à une date fixée par décret et au plus tard le 19 juin 2015.</i></p>
ARTISANAT - Renforcement du contrôle de la qualification professionnelle Article 22, I.3°c	<p>Lors de leur demande d'immatriculation, les entrepreneurs exerçant une activité artisanale soumise à qualification professionnelle attestent sur l'honneur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - détenir la qualification professionnelle requise pour l'exercice de l'activité, - ou embaucher une personne ayant la qualification requise. <p>La chambre des métiers et d'artisanat n'a pas l'obligation de vérifier la réalité de cette qualification.</p> <p>Lorsque celle-ci est détenue par un salarié (déjà embauché ou à recruter) ce contrôle peut être effectué a posteriori par la direction générale de la consommation et de la répression des fraudes (DDCCRF).</p>	<p>La loi prévoit que, en cas d'immatriculation au répertoire des métiers (RM) d'une entreprise dont l'exercice nécessite une qualification, le chef d'entreprise doit fournir un justificatif de ses qualifications professionnelles ou, le cas échéant, de celles du salarié embauché.</p> <p>Lorsque la qualification est détenue par un salarié, l'entreprise doit fournir les documents attestant de sa qualification dans un délai de 3 mois suivant l'immatriculation.</p> <p>En cas de non remise des pièces, l'entreprise est radiée.</p> <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur : subordonnée à la parution du décret qui fixera la nature des pièces à fournir au CFE.</i></p>
ARTISANAT - Information sur les assurances professionnelles Article 22, I.8°	<p>L'exercice de certaines activités nécessite d'avoir souscrit un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile professionnelle ou décennale de l'entreprise.</p> <p>Il n'est pas demandé aux artisans de justifier de la souscription de cette assurance lorsqu'elle leur est imposée.</p>	<p>Désormais lorsqu'elle est obligatoire pour l'exercice de leur métier, les personnes exerçant une activité artisanale doivent indiquer sur leurs devis et factures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'assurance professionnelle qu'ils ont souscrite au titre de leur activité, - les coordonnées de l'assureur et du garant, - la couverture géographique de leur contrat ou de leur garantie. <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur : 19 juin 2014</i></p>

	REGIME ANTERIEUR	NOUVEAU REGIME
<p>ARTISANAT</p> <p>-</p> <p>Accès au fichier des interdits de gérer</p> <p>Article 23</p>	<p>Le fichier des interdits de gérer qui mentionne l'ensemble des interdictions de diriger ou de gérer une entreprise est tenu par le Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce. Les greffiers des tribunaux de commerce bénéficient d'un accès permanent à ce fichier.</p> <p>Ont également accès à ce fichier sur simple demande, les magistrats, le personnel des services du ministère de la justice et les représentants de l'administration dans le cadre de leur mission de lutte contre les fraudes (administration fiscale, Urssaf, etc.).</p>	<p>L'accès de ce fichier est élargi au personnel des chambres de métiers et de l'artisanat, dans le cadre de leurs missions de tenue du répertoire des métiers.</p> <p><i>Entrée en vigueur : subordonnée à la parution d'un décret</i></p>
<p>ARTISANAT</p> <p>-</p> <p>Maintien de l'immatriculation au répertoire des métiers</p> <p>Article 22, I.3°a</p>	<p>Les entreprises artisanales employant moins de 10 salariés doivent être inscrites au répertoire des métiers.</p> <p>En cas de dépassement du seuil de 10 salariés, elles peuvent rester immatriculées au répertoire des métiers sans limitation de durée à condition que l'artisan ou le dirigeant justifie d'une qualification professionnelle.</p> <p>En l'absence d'une telle qualification, le maintien de l'inscription est limité à 3 ans.</p>	<p>La loi prévoit le maintien de l'immatriculation au répertoire des métiers sans limitation de durée, que l'entrepreneur dispose ou non d'une qualification, avec faculté permanente d'obtenir une radiation.</p> <p>Ce droit de suite est ouvert aux entreprises reprises ou transmises, sans limitation dans le temps ni qualification du repreneurs.</p> <p><i>Entrée en vigueur : 19 juin 2014</i></p>

■ ■ ■ Régime de l'auto-entrepreneur ■ ■ ■

Les mesures présentées dans le tableau ci-dessous concernent le régime de l'auto-entrepreneur tel qu'il existe actuellement.

Au plus tard au 1er Janvier 2016, le régime du « micro entrepreneur » (voir tableau suivant) s'y substituera.

	REGIME ANTERIEUR	NOUVEAU REGIME
<p>AUTO-ENTREPRENEUR</p> <p>-</p> <p>Immatriculation obligatoire pour tous les auto-entrepreneurs exerçant une activité artisanale</p> <p>Article 27, I, 1°</p>	<p>Un auto-entrepreneur exerçant à titre principal une activité artisanale doit obligatoirement être immatriculé au répertoire des métiers (RM). En revanche, l'immatriculation au RM est facultative pour un auto-entrepreneur qui exerce une activité artisanale à titre complémentaire.</p> <p>Est considéré comme exerçant une activité complémentaire l'auto-entrepreneur qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> - perçoit une pension de retraite, - ou est rémunéré pour une activité au moins égale à un mi-temps, - ou exerce une ou plusieurs activités non salariées non artisanales, - ou poursuit une formation initiale. <p>Par ailleurs, le revenu imposable issu de l'activité artisanale doit être inférieur à la moitié de ses revenus (activité /pensions retraite) soumis à l'impôt sur le revenu de l'année précédente.</p> <p>Dès que ces conditions ne sont plus remplies, l'auto-entrepreneur n'est plus considéré comme exerçant une activité complémentaire et son immatriculation devient obligatoire.</p>	<p>Désormais, tous les auto-entrepreneurs, qu'ils exercent une activité artisanale à titre principal ou complémentaire, sont dans l'obligation de s'immatriculer au répertoire des métiers.</p> <p>Cette immatriculation est gratuite.</p> <p>Toutefois, il est dû une taxe pour frais de chambre égale à un pourcentage du montant du chiffre d'affaires.</p> <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur : date fixée par décret et au plus tard le 18 décembre 2014</i></p> <p>Les personnes en activité et jusqu'alors dispensées d'immatriculation disposent d'un délai de 12 mois pour s'immatriculer au RM à compter de l'entrée en vigueur de la mesure.</p>

	RÉGIME ANTERIEUR	NOUVEAU RÉGIME
AUTO-ENTREPRENEUR - Immatriculation obligatoire pour les auto-entrepreneurs exerçant une activité commerciale Article 27, II, 1°	Les auto-entrepreneurs exerçant une activité commerciale sont dispensés de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés (RCS).	La loi prévoit l'obligation d'immatriculation au RCS des auto-entrepreneurs ayant une activité commerciale. Ils sont exonérés des frais de greffe de tribunaux de commerce pour les formalités d'immatriculation, d'inscription modificative ou de radiation. <i>Entrée en vigueur : date fixée par décret et au plus tard le 18 décembre 2014</i> Les personnes en activité et jusqu'alors dispensées d'immatriculation disposent d'un délai de 12 mois pour s'immatriculer au RCS à compter de l'entrée en vigueur de la mesure.
AUTO-ENTREPRENEUR - Taxe pour frais de chambre consulaire Article 29, I, 1°	Les personnes qui relèvent du régime micro-social et qui exercent une activité commerciale bénéficient d'une exonération permanente en matière de taxe pour frais de chambre de commerce. Par ailleurs, les personnes qui exercent une activité artisanale à titre principal bénéficient d'une exonération de la taxe pour frais de chambre des métiers et du droit de 10% destiné au financement d'actions de promotion de l'artisanat, jusqu'au terme de la deuxième année suivant celle de la création de l'entreprise.	La loi supprime ces exonérations et institue une taxation proportionnelle au chiffre d'affaires. La taxe pour frais de chambre dont ils sont redevables est égale à un pourcentage du montant de leur chiffre d'affaires. La taxe pour frais de chambre de commerce représente : - 0,044% pour les personnes exerçant une activité de prestations de services, - 0,015 % pour les personnes qui exercent une activité de vente de marchandises, - 0,007 % pour les artisans inscrits au répertoire des métiers et qui restent inscrits sur la liste électorale de la CCI de leur circonscription. La taxe pour frais de chambre des métiers représente : - 0,48 % pour les activités de prestations de services artisanales (0,65% en Alsace et 0,83% en Moselle) - 0,22 % pour les activités achat revente (0,29% en Alsace et 0,37% en Moselle). Cette taxe est recouvrée en même temps que les cotisations sociales dues par l'auto-entrepreneur. <i>La taxe sera due à compter de 2015</i>

	REGIME ANTERIEUR	NOUVEAU REGIME
<p style="text-align: center;">AUTO-ENTREPRENEUR</p> <p style="text-align: center;">-</p> <p style="text-align: center;">Stage de préparation à l'installation obligatoire pour les artisans qui exercent à titre complémentaire</p> <p style="text-align: center;">Article 28</p>	<p>En principe, les personnes immatriculées au répertoire des métiers ont l'obligation d'effectuer un stage de préparation à l'installation (SPI) organisé par les chambres de métiers et de l'artisanat.</p> <p>Sont dispensés de suivre ce stage, les chefs d'entreprise soumis au régime micro-social</p>	<p>Cette dispense de suivre le SPI est supprimée.</p> <p>Tout auto-entrepreneur exerçant une activité artisanale est donc obligé de suivre ce stage.</p> <p>Toutefois, la dispense est maintenue jusqu'à l'expiration du délai de 12 mois à compter de la parution du décret concernant l'obligation d'immatriculation pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes qui exercent une activité artisanale à titre complémentaire, - les personnes qui doivent s'immatriculer à la suite d'un dépassement de chiffre d'affaires. <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur : subordonnée à la parution d'un décret</i></p>
<p style="text-align: center;">AUTO-ENTREPRENEUR</p> <p style="text-align: center;">-</p> <p style="text-align: center;">Limitation au droit à la formation professionnelle</p> <p style="text-align: center;">Article 30</p>	<p>Depuis 2011, les auto-entrepreneurs sont tenus de verser une contribution formation professionnelle.</p> <p>Cette contribution s'ajoute aux cotisations versées au titre du régime micro-social.</p> <p>Elle est égale à un pourcentage du chiffre d'affaires annuel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 0,1 % pour ceux exerçant une activité commerciale, - 0,2 % pour ceux exerçant une activité de prestation de service et les professionnels libéraux, - 0,3 % pour les entrepreneurs exerçant une activité artisanale. <p>En l'absence de chiffre d'affaires, l'auto-entrepreneur bénéficie de son droit d'accès à la formation.</p>	<p>Désormais, l'accès à la formation professionnelle est conditionné au versement de la contribution.</p> <p>Aussi, les auto-entrepreneurs qui ont déclaré un chiffre d'affaires nul pendant 12 mois consécutifs précédant la demande de prise en charge de la formation ne peuvent plus bénéficier du droit aux prestations de formation professionnelle.</p> <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur : 19 juin 2014</i></p>

■ ■ ■ Régime du micro-entrepreneur ■ ■ ■

Les mesures présentées dans le tableau ci-dessous concernent le régime du micro-entrepreneur tel qu'il existera au plus tard au 1er Janvier 2016.

	REGIME ANTERIEUR	NOUVEAU REGIME
MICRO-ENTREPRENEUR - Application du micro-social à tous les micro-entrepreneurs Article 24, I, 1°	<p>L'application du régime micro-social est subordonnée à une option réservée aux personnes placée sous le régime fiscal de de la micro-entreprise.</p> <p>Le régime micro-social s'applique aux artisans, commerçants et aux professionnels libéraux relevant de la CIPAV.</p>	<p>La loi crée un statut unique de la micro-entreprise.</p> <p>Le micro-social s'applique à toutes personnes placées sous le régime fiscal de la micro-entreprise et non plus seulement aux entrepreneurs qui auraient opté pour ce régime social.</p> <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur :</i> à compter d'une date fixée par décret et au plus tard le 1^{er} janvier 2016</p> <p>Les bénéficiaires du régime micro-social simplifiés sont les mêmes qu'auparavant mais ce régime pourra être étendu par décret à d'autres travailleurs indépendants</p>
MICRO-ENTREPRENEUR - Régime fiscal de la micro-entreprise : modifications des règles de franchissement de seuils Article 24, II	<p>Le régime fiscal de la micro-entreprise a été modifié par la loi de finances pour 2014 qui prévoit une harmonisation avec le régime de la franchise en base de TVA : le micro BIC ou BNC reste applicable l'année suivant celle du franchissement des seuils de 82 200 € ou de 32 900 € à condition que la limite majorée de 34 900 € ou de 90 300 € ne soit pas franchie.</p> <p>Par ailleurs, le régime fiscal de la micro entreprise cesse de s'appliquer de façon rétroactive au 1^{er} janvier de l'année de dépassement des seuils de 90 300 € ou de 34 900 €.</p>	<p>La loi dissocie à nouveau les régimes de la micro-entreprise et de la TVA : lorsque les contribuables ne bénéficient plus du régime de la franchise en base de TVA, la perte du régime micro prend effet à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de l'assujettissement à la TVA, et non plus au 1^{er} janvier de l'année d'assujettissement.</p> <p>De plus, lorsque les seuils majorés de 90 300 € et 34 900 € sont dépassés, le régime fiscal de la micro-entreprise ne cesse plus de s'appliquer de façon rétroactive mais continue de s'appliquer jusqu'au 31 décembre de l'année.</p> <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur :</i> <i>Exercice clos et périodes d'imposition à compter du 1^{er} janvier 2015</i></p>

	REGIME ANTERIEUR	NOUVEAU REGIME
<p align="center">MICRO-ENTREPRENEUR</p> <p align="center">-</p> <p>Conjoint collaborateur : nouvelles modalités de calcul des cotisations</p> <p align="center">Article 24, I, 2°</p>	<p>Les conjoints collaborateurs des personnes ayant optées pour le régime micro-social ont le choix, comme base de calcul de leurs cotisations sociales, entre trois assiettes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1/3 du plafond annuel de la sécurité sociale (PASS), - 1/2 des revenus du chef d'entreprise sans partage des revenus. - 1/3 des revenus du chef d'entreprise sans partage des revenus. 	<p>La loi institue un dispositif particulier de calcul de leur cotisation, qui peut se faire, au choix soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur la base d'un revenu forfaitaire, - sur la base d'un pourcentage de chiffre d'affaires. <p>Les cotisations sont recouvrées dans les mêmes formes et conditions que les cotisations personnelles du travailleur indépendant.</p> <p align="center"><i>Entrée en vigueur :</i> à une date fixée par décret et au plus tard aux contributions dues à compter du janvier 2016</p>
<p align="center">MICRO-ENTREPRENEUR</p> <p align="center">-</p> <p>Option pour le paiement de la cotisation minimale</p> <p align="center">Article 26, I, 6°</p>	<p>Les bénéficiaires du micro-social sont dispensés du versement des cotisations minimales.</p>	<p>Les bénéficiaires du micro-social en restent dispensés mais ils peuvent demander à s'acquitter des cotisations minimales afin de disposer d'une meilleure protection sociale.</p> <p>Le montant de ces cotisations ne pourra pas être inférieur à un montant qui sera fixé par décret.</p> <p align="center"><i>Entrée en vigueur :</i> à une date fixée par décret et au plus tard aux contributions dues à compter du janvier 2016</p>
<p align="center">MICRO-ENTREPRENEUR</p> <p align="center">-</p> <p>Non affiliation au régime assurance maladie et vieillesse du RSI</p> <p align="center">Article 25 I 9° et 12°12</p>	<p>Les auto-entrepreneurs sont affiliés au RSI et à un régime d'assurance vieillesse dès leur inscription.</p>	<p>Les entrepreneurs soumis au régime micro-social ne sont pas affiliés au régime assurance maladie et maternité du RSI ni au régime d'assurance vieillesse tant qu'ils ne déclarent pas un montant positif de chiffre d'affaires.</p> <p align="center"><i>Entrée en vigueur :</i> ces dispositions s'appliquent aux contributions dues au titre des périodes courant à compter d'une date fixée par décret et au plus tard à compter de janvier 2016</p>

	REGIME ANTERIEUR	NOUVEAU REGIME
<p>MICRO-ENTREPRENEUR</p> <p>-</p> <p>Obligation de déclaration d'activité par voie dématérialisée</p> <p>Article 26 V</p>		<p>Les micro-entrepreneurs sont obligés de déclarer par voie dématérialisée la création de leur entreprise</p> <p><i>Entrée en vigueur :</i> à une date fixée par décret et au plus tard aux contributions dues à compter du janvier 2016</p>
<p>MICRO-ENTREPRENEUR</p> <p>-</p> <p>Obligation de déclarer le chiffre d'affaires par voie dématérialisée</p> <p>Article 26 V</p>		<p>Les micro-entrepreneurs sont obligés de déclarer leur chiffre d'affaires par voie dématérialisée lorsque celui-ci dépasse un certain seuil fixé par décret.</p> <p>Ce seuil sera différent selon que les micro-entrepreneurs sont redevables ou non du seuil minimal de cotisations.</p> <p>La méconnaissance de ces obligations entraîne l'application d'une majoration dans la limite de 0,2% des sommes dont la déclaration a été effectuée par une autre voie.</p> <p><i>Entrée en vigueur :</i> à une date fixée par décret</p>
<p>MICRO-ENTREPRENEUR</p> <p>-</p> <p>Sortie du régime micro-social</p> <p>Article 24, I, 1°</p>	<p>Lorsque le micro-entrepreneur dépasse en cours d'année les seuils de tolérance de chiffre d'affaires (90 300 € ou 34 900 €), il perd le bénéfice du régime fiscal de la micro-entreprise au 1^{er} janvier de cette année de dépassement mais continue à bénéficier du régime micro-social jusqu'au 31 décembre.</p>	<p>La loi prévoit que le régime micro-social cesse de s'appliquer à la date à laquelle les travailleurs indépendants cessent de bénéficier du régime fiscal de la micro-entreprise, soit au 31 décembre de l'année de dépassement.</p> <p>En cas d'option pour un régime réel d'imposition, il cesse de s'appliquer au 31 décembre de l'année d'option.</p> <p><i>Entrée en vigueur :</i> à une date fixée par décret et au plus tard aux contributions dues à compter du janvier 2016</p>

■ ■ ■ Travailleurs indépendants ■ ■ ■

	REGIME ANTERIEUR	NOUVEAU REGIME
<p>TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</p> <p>-</p> <p>Suppression de la dispense de versement de la cotisation « allocations familiales »</p> <p>Article 25 II 2° Article 26,15°</p>	<p>Les travailleurs indépendants bénéficient d'une dispense de versement de la cotisation d'allocations familiales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'ils justifient d'un revenu d'activité non salariée inférieur à 13% du plafond annuel de la sécurité sociale, - ou s'ils sont âgés de moins 65 ans, et qu'ils ont assumé la charge de 4 enfants jusqu'à 14 ans. 	<p>La loi supprime la dispense de versement de cette cotisation.</p> <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur :</i> <i>applicable pour les contributions dues au titre des périodes courant à compter du 1^{er} janvier 2015.</i></p>
<p>TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</p> <p>-</p> <p>Suppression de la réduction dégressive de la cotisation minimale maladie-maternité</p> <p>Article 26, I, 1°et 2°</p>	<p>Les entrepreneurs indépendants sont tenus, en l'absence de revenus ou de revenus de faible importance, de verser une cotisation minimale au titre de l'assurance maladie-maternité qui correspond à 6,5% de 40% du PASS (soit 976 € pour l'année 2014).</p> <p>Afin de prendre en compte la situation des personnes ayant des revenus inférieurs à 40% du plafond annuel de la sécurité sociale (soit 15 019 € pour 2014), une réduction dégressive de la cotisation minimale « maladie » est instaurée à compter de 2013 et s'applique à partir de la troisième année d'activité.</p> <p>Ainsi, en cas de revenu nul, cette réduction correspond à 13% du Pass multiplié par le taux de cotisation maladie-maternité (6,5%), soit 317 €, ce qui ramène la cotisation minimale à 659 €. Lorsque les revenus sont positifs, la réduction décroît (selon une formule de calcul) et s'annule lorsque les revenus atteignent 40% du PASS.</p>	<p>La loi supprime cette réduction dégressive de la cotisation minimale maladie-maternité.</p> <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur :</i> <i>à une date fixée par décret et au plus tard aux contributions dues à compter du janvier 2016</i></p>

	REGIME ANTERIEUR	NOUVEAU REGIME
<p>TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</p> <p>-</p> <p>Dispense du paiement des cotisations minimales</p> <p>Article 26 I-6° et 26 III-B</p>	<p>Ne sont pas redevables de la cotisation minimale d'assurance maladie sur leur revenu non-salariés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les travailleurs indépendants ayant plusieurs activités dont l'activité non salariée n'est pas principale, - les retraités actifs n'ayant pas choisi de percevoir leur prestations maladie du RSI, - les bénéficiaires du RSA. <p>Le montant de leur cotisation maladie est calculé sur la base de leur revenu réel d'activité.</p> <p>De même, pour les professionnels libéraux qui exercent par ailleurs une activité salariée ou sont retraités ou titulaires d'une pension d'invalidité, les cotisations vieillesse de base sont calculées sur le revenu réel, sans application de la cotisation minimale.</p>	<p>La loi élargit le champ d'application de la dispense de l'application de la cotisation minimale.</p> <p>Ainsi, les pluriactifs et les retraités qui ne perçoivent pas d'indemnité maladie du RSI, ainsi que les bénéficiaires du RSA cotisent sur la base de leur revenu réel d'activité sans application des montants minimaux pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'assurance maladie et les indemnités journalières, - l'assurance vieillesse de base et complémentaire et invalidité-décès pour les artisans et les commerçants, - l'assurance vieillesse de base et éventuellement complémentaire pour les professionnels libéraux. <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur à une date fixée par décret et au plus tard aux contributions dues à compter de janvier 2016</i></p>
<p>TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</p> <p>-</p> <p>Contrôle de l'entreprise : justificatif d'assurance professionnelle à fournir</p> <p>Article 31</p>	<p>Afin de lutter contre le travail dissimulé, les agents de l'état, lors du contrôle d'une entreprise, peuvent notamment demander à voir immédiatement les justificatifs d'immatriculation de cette entreprise, l'autorisation d'exercice de la profession éventuel, les justificatifs d'emploi des salariés.</p>	<p>Ces agents peuvent dorénavant demander à voir les attestations d'assurances professionnelles lorsque celles-ci répondent à une obligation légale.</p> <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur : 19 juin 2014</i></p>

<p>TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</p> <p>-</p> <p>Etudiants créateurs d'entreprise : possibilité d'affiliation au RSI</p> <p>Article 25 I 9°</p>	<p>Les étudiants, affiliés à une sécurité sociale étudiante, ne sont pas affiliés au RSI lors de la création de leur entreprise. Ils sont assujettis obligatoirement au régime général.</p>	<p>La loi leur permet d'opter pour une affiliation au RSI dès le début de leur activité indépendante. Si cette option n'a pas été prise, ils seront affiliés au RSI au 1^{er} jour de l'année suivante.</p> <p><i>Entrée en vigueur :</i> <i>applicable pour les contributions dues au titre des périodes courant à compter du 1^{er} janvier 2015. Sous réserve de la parution du décret fixant les conditions de l'option</i></p>
<p>TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</p> <p>-</p> <p>Déclaration de revenus et paiement</p> <p>Article 26 I-14°</p>	<p>Les travailleurs indépendants ne sont pas dans l'obligation d'effectuer leur déclaration de manière dématérialisée.</p>	<p>La loi oblige les travailleurs indépendants à effectuer les déclarations pour le calcul de leurs cotisations et à payer ces dernières par voie dématérialisée.</p> <p>La méconnaissance de ces obligations entraîne l'application d'une majoration dans la limite de 0,2% des sommes dont la déclaration a été effectuée par une autre voie.</p> <p><i>Entrée en vigueur :</i> <i>à une date fixée par décret</i></p>

■ ■ ■ Régime de l'EIRL ■ ■ ■

	REGIME ANTERIEUR	NOUVEAU REGIME
EIRL - Modalités de transfert de dossier d'un registre à un autre Article 33	<p>Le régime de l'EIRL permet aux entrepreneurs individuels de protéger leur patrimoine personnel des créanciers professionnels.</p> <p>Lorsqu'il opte pour ce régime, l'entrepreneur dépose une déclaration d'affectation au registre compétent.</p> <p>En cas de transfert d'activité (changement d'adresse), l'EIRL reste obligé de déposer ses comptes au registre du dépôt initial de sa déclaration.</p>	<p>Lorsque l'entrepreneur individuel transfère son siège dans le ressort d'un autre registre ou est rattaché à un autre registre en cours d'activité, sa déclaration d'affectation, les comptes déposés, les déclarations d'affectation complémentaires sont transférés par le précédent organisme teneur du registre à celui nouvellement compétent.</p> <p>Ce transfert, gratuit, est fait par voie dématérialisée.</p> <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur : à une date fixée par décret, au plus tard le 19 juin 2015</i></p>
EIRL - El optant pour le régime de l'EIRL : utilisation du dernier bilan comptable Article 34	<p>Un entrepreneur individuel qui souhaite opter pour l'EIRL doit clôturer sa comptabilité à la date de la transformation ; si celle-ci n'a pas lieu à la date de la clôture des comptes, il doit procéder à une nouvelle clôture des comptes.</p>	<p>La loi offre la possibilité à l'entrepreneur en activité qui crée un patrimoine d'affectation d'utiliser son dernier bilan comptable en tant qu'état descriptif des biens affectés à sa déclaration d'affectation, à condition que ses comptes aient été clos depuis moins de 4 mois.</p> <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur 19 juin 2014</i></p>
EIRL - Allègement de l'obligation de publication des comptes annuels Article 35	<p>L'EIRL, non soumis au régime fiscal de la micro-entreprise, doit déposer annuellement l'ensemble de ses comptes au registre où la déclaration initiale d'affectation du patrimoine est effectuée, dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.</p>	<p>La loi allège les obligations de l'EIRL : l'entrepreneur n'est tenu de publier chaque année que les informations relatives à son bilan et non l'ensemble des comptes annuels.</p> <p style="text-align: center;"><i>Entrée en vigueur 19 juin 2014</i></p>